

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 9 DECEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Il monte en première ligne...
- 2) Son « coup de gueule »
- 3) Encore combien de temps
- 4) Son discours raté
- 5) "Regarde toi dans la glace"
- 6) Nous allons à un désastre

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Régionales : Fabien Guillaud-Bataille mènera la liste de Bartolone au 2nd tour en Val-de-Marne

Fabien Guillaud-Bataille Val de Marne

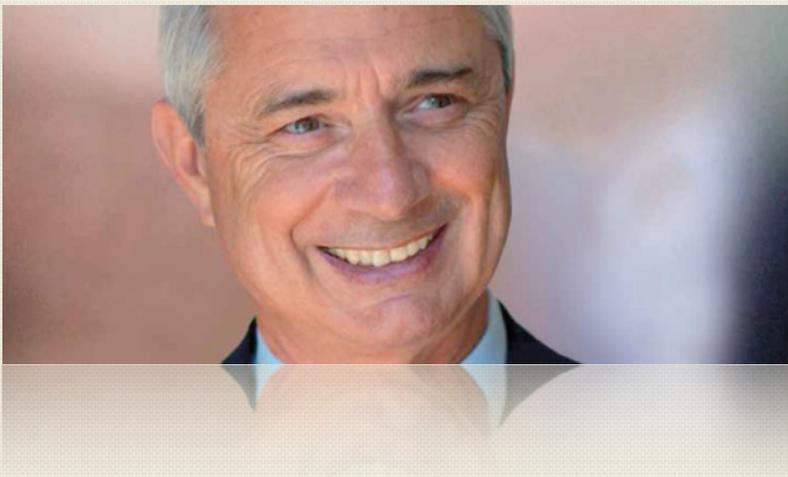
Entre le PS, le FG, EELV et leurs alliés respectifs, les négociations ont duré toute la nuit pour se prolonger tard dans la journée, avant la conférence de presse tripartite qui s'est tenue au QG de campagne de Claude Bartolone en fin de journée.

Dans le Val-de-Marne, c'est **Fabien Guillaud-Bataille, tête de liste FG** au premier tour des élections, qui menera la liste d'union au second tour. Dominique Barjou devrait rester en deuxième position tandis que Julien Dray passerait de la 1ère à la 3e position. Annie Lahmer, 2e de la liste EELV-Cap 21 serait en 4e position tandis que Pierre Serne, tête de liste écologiste du premier tour, resterait en première position mais dans un autre département.

En cinquième position, pourraient se trouver Jonathan Kienzlen (précédemment en 3e position) de la liste PS, ou Jean-Marc Nicolle. Le 1er adjoint MRC du Kremlin-Bicêtre, conseiller régional sortant, n'était qu'en 6e position mais il représente l'un des alliés du PS. PRG et autres FG ou MRC pourraient trouver une place éligible sur la liste 94 en cas de victoire. Pas de place en revanche pour l'UDE en Val-de-Marne a priori. Tout ceci reste toutefois conditionnel.

Les listes officielles devraient être dévoilées en fin de journée.

A droite, DLF a refusé toute fusion avec la liste LR-UDI-Modem de Valérie Pécresse (voir article). Celle-ci restera donc identique.



Régionales Ile-de-France : liste de second tour de Claude Bartolone en Val-de-Marne

La liste de second tour de Claude Bartolone, candidat PS, EELV, FG, MRC, PRG, Cap 21, UDE aux élections régionales de 2015 vient d'être officialisée. En voici le détail ci-dessous :

1 **M. GUILLAUD-BATAILLE Fabien PCF**

- 2 Mme BARJOU Dominique PS
- 3 M. DRAY Julien PS
- 4 Mme LAHMER Annie EELV
- 5 M. NICOLLE Jean-Marc MRC
- 6 Mme TAILLÉ-POLIAN Sophie PS
- 7 M. KIENZLEN Jonathan PS
- 8 Mme GHIATI Vanessa PCF
- 9 M. CHARBONNIER Régis PS
- 10 Mme BRAHIMI Nadia PS
- 11 M. BOULANGER Claude SE
- 12 Mme GERGEN Colette PCF
- 13 M. BELLAÏCHE Gilles-Maurice PS
- 14 Mme REVIRIEGO Sandra PRG

- 15 M. GUERIN Daniel MRC
- 16 Mme ADOMO Caroline PS
- 17 M. CARRIER Jean-Luc PS
- 18 Mme PROVINI Sandra PS
- 19 M. QNOUCH Raphaël ENSEMBLE
- 20 Mme RAMOS-GORAND Mélina PCF
- 21 M. GOUFFIER-CHA Guillaume PS
- 22 Mme BOULC'H Marianne EELV
- 23 M. BENALI Mohamed PS
- 24 Mme PEGET Lucille SE
- 25 M. MASSOT Frédéric PS



II) "Le front républicain, une capitulation" : le coup de gueule du socialiste Gérard Filoche



Le socialiste Gérard Filoche lors d'une convention du PS à Paris, le 16 juin 2013. (MAXPPP)

Gérard Filoche, membre du bureau national du PS

Gérard Filoche estime que battre le FN ne peut pas passer par une alliance entre la gauche et la droite. "Seule une gauche qui croit en la gauche, et fait une politique de gauche, peut nous sauver du désastre", martèle-t-il.

Au soir du premier tour des élections régionales, dimanche 6 décembre, le Parti socialiste a décidé de se retirer dans les régions où il est arrivé troisième et où le Front national peut l'emporter.

Dans une tribune publiée par francetv info, Gérard Filoche, membre du bureau national du PS, déplore une stratégie mortifère. Il s'exprime ici librement.

A quoi ça sert un "front républicain" ? A rien de bon. Il y a trop d'intérêts divergents dans la République pour jouer à faire semblant. Un pour cent de l'oligarchie possède 50% des richesses, et 99% de la population bosse pour produire des richesses qui ne lui sont pas redistribuées comme elle le mérite. Comment rapprocher les uns et les autres en proposant, dans un faux consensus, de ne rien changer ?

Un front républicain ? "Pour qui ? Pour quoi ?"

Six millions de chômeurs, neuf millions de pauvres, sept millions de retraités à moins de 1 000 euros, 50% de salariés à moins de 1 650 euros ! Rien de moins convaincant, dans ces conditions, que de pérorer sur "l'unité des partis républicains". Pour qui ? Pour quoi ? Sous Sarkozy, il y a eu deux millions de chômeurs et 20 points de dette de plus. Sous Hollande, il y a 1,3 million de chômeurs de plus et 12 points de dette de plus. Ce serait donc que la politique ne pourrait rien changer, et que tout est jeu de rôle. La même semaine où se tiennent des grands discours sur la nation, 42 500 chômeurs de plus sont annoncés, et, par ricochet, plus de 200 000 concitoyens sont touchés par le fléau. Et voilà que s'ajoute une effrayante menace terroriste, barbare, mafieuse, irrationnelle.

Le Front national se nourrit de tout cela. Il explique aux gens : "Ils sont tous pourris, c'est l'UMPS, voilà des décennies qu'ils font pareil, et ne font rien pour vous." Il se présente hors système, n'ayant jamais gouverné, et l'ostracisme dont le front républicain veut le frapper ne fait

plus que le renforcer. Trop facile, pour le FN, de dénoncer une coalition de facto de partis politiques avec des opinions en apparence opposées, mais qui ne se différencient en réalité que trop peu. La dénonciation d'un establishment qui ment et qui se tient par la barbichette devient crédible.

"C'est la République elle-même qui en prend un coup"

L'absence d'une sérieuse bataille des idées dans ces conditions renvoie aux peurs et aux malheurs. L'émancipation, l'éducation, la culture, le bien-être reculent ensemble. Mais c'est pire quand la coalition de facto devient une coalition avouée, reconnue, et même promue comme "seul moyen de défendre la République". Là, c'est la République elle-même qui en prend un coup. Elle devient un mot creux. Quand on en arrive là, les discours sur les "valeurs" n'ont plus de crédit. Les appels à l'histoire, à la nation, ne résonnent plus. La bataille des idées est perdue. Impossible de faire reculer le FN, tout le nourrit. Et le Front national, lui, sait trouver un bouc-émissaire simple : c'est la faute à l'immigré, pas au banquier.

Dans pareil cas, choisir d'afficher un consensus entre les ennemis de droite et de gauche sent la capitulation, la fin du cycle, signe l'arrivée de la tragédie. L'abstention frappe alors la gauche, qui se divise et se désole. Ça confirme tout, ça aggrave tout. Lâché, le FN peut se gonfler et se gorger comme un monstre fascisant, la guerre civile peut commencer, et la bête immonde resurgir.

"Seule une gauche qui croit en la gauche, et fait une politique de gauche, peut nous sauver du désastre"

La seule urgence, la seule sauvegarde, est d'en revenir aux actes, à la vérité des choix, il faut crever l'abcès. Revenir aux fondamentaux républicains : liberté, égalité, fraternité, démocratie, laïcité, féminisme. La priorité ne doit pas, ne peut plus être à l'éternelle austérité généralisée, à l'étranglement des besoins élémentaires du peuple, mais enfin, enfin à leur satisfaction ! Le socialisme doit redevenir une idée neuve volontariste, ambitieuse, libératrice, partageuse. Ne surtout pas assassiner les derniers espoirs de survie immédiate du pays avec un accord Valls-Sarkozy !

Pour battre le FN, il faut prendre des mesures radicales, prioritaires, spectaculaires, contre le chômage de masse, contre la finance spoliatrice,

contre l'oligarchie qui se goinfre. Et il est exclu que cela se fasse par une alliance entre les Républicains et le PS. Gauche et droite doivent s'opposer comme s'opposent les intérêts des deux classes sociales fondamentales antagoniques. Assez de coups de menton ! Il faut remobiliser, reconquérir l'appui actif et enthousiaste, volontaire, conscient, de la majorité du salariat. Il faut lui redonner des salaires, partager le travail, des droits protecteurs et dignes, faire une réforme fiscale forte et transparente. Il faut forcer les riches, les actionnaires, les banquiers à redistribuer les rentes qu'ils ont abusivement accaparées.

Seule une gauche qui croit en la gauche, et fait une politique de gauche, peut nous sauver du désastre. Finis les belles paroles, les discours creux, il faut des actes.

francetvinfo.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Jusqu'à quand Manuel Valls?

Par stéphane alliès

Lundi soir sur TF1, le premier ministre n'a pas pu s'empêcher de se faire bravache : «Je ne suis pas là pour m'excuser.» Mais au bout de deux ans à Matignon, son bilan est celui de l'installation du FN sur le seuil des 30%, de la montée du chômage et de la disparition de la gauche.

Vingt-quatre heures. Manuel Valls a attendu 24 heures pour s'exprimer sur le premier tour des élections régionales. Un moment silencieux déroutant pour quiconque a pris l'habitude de le voir s'exprimer à longueur de journée, depuis qu'il occupe Matignon, et la place Beauvau auparavant. Sans doute était-ce plus utile que

celui qui incarne la fracture à gauche se taise pendant que le PS négociait ses fusions de listes avec les écologistes et le Front de gauche.

Sur TF1, ce lundi 7 décembre, Manuel Valls a fait court et ne tenait qu'à faire passer un message : il appelait clairement à voter Xavier Bertrand, Christian Estrosi et Philippe Richert, tous trois candidats de droite, au second tour, après le retrait de deux de leurs trois adversaires socialistes. Et quand l'intervieweur Gilles Boulot lui demanda s'il ne se sentait pas responsable de la situation (« Est-ce un échec pour votre gouvernement ? »), il se vit répondre d'un sec : « Je ne suis pas là pour m'excuser. »

Il aurait pourtant quelques bonnes raisons d'y songer.



© Reuters

Si François Hollande a nommé Manuel Valls à Matignon il y a un an et demi, en remerciant Jean-Marc Ayrault et en choisissant délibérément la rupture avec les écologistes, c'était au nom de la communication et du professionnalisme.

Et aussi parce que l'ancien candidat à 5 % de la primaire socialiste devenu directeur de campagne puis ministre de l'intérieur incarne l'ordre républicain comme personne à gauche. Un antidote idéal à la montée du Front national. Une aubaine pour un pouvoir déjà affaibli, faute d'avoir su rester proche de ses promesses de campagne et de sa base électorale.

Avec Valls, entendait-on, il n'y aura plus de « bourdes » ministérielles ni d'embarras sur les questions de libertés, mais un « réalisme réformateur et efficace » enfin bienvenu en matière économique et sécuritaire. Avec cet homme providentiel et si « moderne », le FN ne pourrait que reculer, nous expliquait-on dans l'entourage de François Hollande, comme à la tête du Parti socialiste tout juste remodelé.

Un an et demi après l'arrivée de Valls à Matignon, le pouvoir élu par la gauche a renoué avec la pratique sarkozyste, dont le rejet avait pourtant permis son accession au pouvoir. De la même façon que son prédécesseur, François Hollande a choisi par l'entremise de son premier ministre de courir derrière le FN tout en développant une vision excluante de la République.

Depuis qu'il est à Matignon, l'exécutif a assumé sans coup férir la mort d'un manifestant en marge d'un rassemblement écologiste, comme le renforcement de la loi renseignement, le durcissement du discours à l'encontre des quartiers populaires et de l'islam, ou encore l'instauration du travail du dimanche, tout en ressuscitant l'article 49-3. Ses figures ne sont plus celles d'une gauche plurielle, mais celles d'Emmanuel Macron, Bernard Cazeneuve, ou Jean-Yves Le Drian. Quant à Christiane Taubira, elle est toujours portée disparue...

Manuel Valls à Matignon, ce fut aussi la désintégration politique d'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, l'un sorti du jeu et l'autre rentré dans le rang. Juste après la défaite des municipales en 2014, tous trois avaient pensé la mise au placard de la social-démocratie pépère de Jean-Marc Ayrault, au profit d'une aventure rénovatrice, mais sans socle idéologique commun (lire notre récit à l'époque). Le fantasme "régénérationnel" n'a même pas tenu un été, pour cause de désaccords sur la ligne économique (lire l'article de Christian Salmon alors).

Désormais, l'exécutif avance « sans tabou » après avoir fait de la « guerre au terrorisme » une stratégie de conservation du pouvoir annihilant toute dissidence. Et il envisage d'armer des policiers municipaux ou en civils, ou d'instaurer la déchéance de nationalité, cette vieille rengaine du FN que Nicolas Sarkozy avait reprise dans son discours de Grenoble, sous les indignations d'un PS alors dans l'opposition. Mais Manuel Valls n'est « pas là pour s'excuser ».

Reprendre le contrôle ou finir comme à Vitrolles

François Hollande peut remercier Manuel Valls d'avoir fait disparaître toute existence d'une alternative de gauche dans le pays. Sa nomination a contribué à faire implorer les écologistes, tandis que le Front de gauche n'en finit plus de constater la droitisation de son ancien allié avec sidération, tout en continuant à faire alliance avec lui au

second tour. Refaisant le coup de la « triangulation » chère à Tony Blair, Hollande trouve en Valls l'éclaircisseur de sa « troisième voie ». Sauf qu'il n'y a pas de Front national à 30 % au Royaume-Uni...

Mais le président ne pourra, lui, plus « excuser » longtemps Manuel Valls d'avoir aussi dissous l'électorat de gauche dans l'affaire. Celui-ci ne culmine plus aujourd'hui qu'entre 30 et 35 % des voix au total, son étiage le plus bas historiquement dans la Ve République.



Manuel Valls et François Hollande. © Reuters

Un an et demi après l'arrivée de Manuel Valls comme premier ministre, voici donc le FN bien plus haut qu'il ne l'était sous Jean-Marc Ayrault, la France en passe de devenir un régime sous état d'urgence permanent, et le chômage en quasi constante hausse (40 000 chômeurs de plus le mois dernier). Quant aux questions européennes, seul argument réellement donné par Montebourg et Hamon pour justifier leur pacte faustien avec un Valls censé mener la bataille contre l'austérité, le seul bilan enregistré est celui d'avoir secouru la Grèce de Tsipras pour lui faire admettre l'absence de politique alternative possible.

Les européennes de 2014 ont vu le PS réaliser le plus mauvais score de son histoire (14 %), battant le record de Michel Rocard en 1994. Et cette année, Manuel Valls et la rue de Solferino ont ignoré superbement la perte de la moitié de ses 60 départements en expliquant que le Parti socialiste « résistait ».

Au lendemain du premier tour, Manuel Valls et François Hollande peuvent encore espérer voir le PS conserver quatre ou cinq régions, après avoir réalisé sans barguigner des accords avec les écolos et le Front de gauche dans toutes les régions, preuve que ceux-ci ne leur sont finalement pas tout à fait inutiles. Mais encore faut-il convaincre l'électorat de suivre les appareils. Et si possible en leur proposant autre

chose que l'ordre sécuritaire et la communication.

François Hollande devrait se méfier d'un tel cocktail pour tenter d'endiguer le FN. L'expérience de la mairie de Vitrolles en est un exemple instructif. C'est un épisode que Manuel Valls n'a pas envie qu'on lui rappelle. C'était il y a plus de vingt ans, et on ne peut aujourd'hui s'empêcher de faire le parallèle avec la situation actuelle. La mairie de Vitrolles basculait au Front national d'alors, emmené localement par Bruno Mégret, sanctionnant le tournant sécuritaro-gestionnaire d'un maire socialiste sous influence « moderne ».

Celui-ci, Jean-Jacques Anglade (qui a ensuite été condamné pour « corruption passive, faux et usage de faux »), avait choisi de s'entourer de l'équipe des clubs "Forum" pour contrer la montée de plus en plus inquiétante du FN. "Forum", ce sont "les jeunes rocardiens", alors dirigés à la fin des années 1980 par un jeune talent socialiste nommé Manuel Valls .



Michel Rocard arrive aux journées d'été des jeunes rocardiens, aux Arcs en 1985, encadrés par Manuel Valls, Stéphane Fouks et Alain Bauer. © Vidéo

À leur écoute, Anglade fait le choix d'un virage sécuritaire, avec l'installation des premières caméras de vidéosurveillance, et d'une mise en scène "professionnelle" de ce virage. Le maire s'entoure de deux conseillers proches de Manuel Valls, ses deux comparses du « pacte de Tolbiac », qui feront là leurs grands débuts dans des carrières respectives qui les mèneront loin : Alain Bauer (la "criminologie") et Stéphane Fouks (la "communication").

Rapportée par l'historien local Gérard Perrier dans un livre paru en février 2014 (Vitrolles, un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche, éditions Arcane 17), cette histoire ne figure logiquement pas dans les biographies officielles de la carrière politique de l'actuel premier ministre. Nous avons choisi d'interroger

directement Manuel Valls sur le sujet, lors de notre émission « En direct de Mediapart » de mars 2014. Le ministre de l'intérieur se préparait alors à prendre Matignon. Il avait choisi d'ignorer cette question, la balayant d'un « Je n'ai jamais été à Vitrolles » en guise de fin de non-recevoir, comme il avait d'ailleurs balayé la plupart de nos interpellations à l'époque, trop concentré sur ses notes pour bousculer son storytelling personnel...

Vingt ans après, les mêmes espoirs d'un leader de gauche ne sachant pas comment gouverner et s'en remettant à la même expertise d'un "jeune leader", même blanchi depuis sous le harnais de la politique professionnelle, pourraient produire les mêmes conséquences désespérantes. Jusqu'à quand François Hollande peut-il consciemment continuer d'emprunter cette voie ?

mediapart.fr

IV) Régionales 2015: le discours raté de Cambadélis après le premier tour, symbole à lui seul des errements du PS



Tactique froide, autocongratulation déplacée, culpabilisation des électeurs abstentionnistes alors même que l'abstention baisse: le discours de Jean-Christophe Cambadélis est un concentré de tout ce qui ne va pas au parti socialiste.

Le ton est froid, technique, tactique. Dans le discours de Jean-Christophe Cambadélis, qui s'exprime ce dimanche 6 décembre au soir, vers 22 heures, aucune remise en question, mais deux messages, essentiellement: le PS se retire en Paca et Nord pas de Calais, pour faire «barrage républicain»; il appelle les abstentionnistes et ceux qui n'ont pas voté pour lui à se mobiliser, car le «total gauche» en fait «la première force de France», une sorte de mot d'ordre destiné à faire passer la défaite pour une victoire, et qui tournera

en boucle toute la soirée. À Slate, cette déclaration nous a laissé une drôle de sensation, celle d'un discours qui sonne faux, et ne convînt pas. Nous avons voulu revenir dessus, voici donc une sorte de commentaire de texte.

L'image d'un tacticien

On ne sent ni peine, ni déception, ni réel triomphalisme chez Jean-Christophe Cambadélis. Le patron du PS est concentré sur ce qu'il dit, sur le message qu'il essaie de faire passer. C'est un tacticien, préoccupé dans l'instant par la «bonne stratégie».

Une stratégie dont on peut se demander si, comme lui, elle ne manque pas d'empathie: depuis des années, les experts n'ont eu de cesse de mettre en garde contre la déconnexion des élites avec les classes populaires. «Le FN a un succès auprès de catégories peu diplômées et très peu relayées au sein des appareils des autres partis. C'est une problématique fondamentale et un défi pour les partis dits de gouvernement», analysait encore ce lundi matin à la Fondation Jean-Jaurès Sylvain Crépon, maître de conférences en Science politique à l'université François-Rabelais. «Une tactique ne fait pas une stratégie», analysait quant à lui la veille dans Libération Nicolas Lebourg, spécialiste du FN.

1.L'absence d'auto-critique

«Françaises, Français, les Français se sont exprimés, dans une France profondément marquée par les assassinats de masse, l'état d'urgence et la guerre contre Daech. Les enjeux régionaux ont pâti de cette situation à nulle autre pareille.»

C'est par ces mots que début le discours du premier secrétaire du PS. Alors qu'on attendrait une remise en question, une forme de regrets, un changement de stratégie, un appel à la l'intelligence collective pour tirer les leçons de cette défaite, Jean-Christophe Cambadélis choisit de pointer le climat anxigène qui aurait, sous-entend-il, nourri le FN.

Le constat n'est pas faux, mais il sonne aussi comme une excuse, alors qu'on attendrait plutôt des excuses. Les assassins, Daech, la guerre, en bref, la peur, ont en effet sans doute contribué à créer un climat anxigène qui a profité au FN. Mais la peur a aussi été alimentée par le gouvernement, qui dans une forme de surenchère verbale n'a pas cessé d'employer le mot «guerre».

Il y avait là un espace pour une auto-critique, qui ne viendra jamais tout au long de ce discours. Tout juste murmure-t-il du bout des lèvres, mais c'est désormais devenu un classique pour tous les partis après chaque élection, que l'abstention doit les faire «réfléchir».

2. La leçon de morale

«Cette abstention élevée doit faire réfléchir les partis. Elle doit aussi interroger les citoyens. Le vote est une liberté pour laquelle nos aînés ont combattu, et qu'il faut préserver.»

Cette déclaration sonne comme une reconnaissance des failles des partis, mais aussi comme une sorte de culpabilisation des citoyens. Une leçon de morale qui paraît un peu déplacée quand on sait que l'abstention fleurit aussi sur le fossé qui s'est creusé entre les classes populaires et le PS, dont le parti est en grande partie responsable.

Plus tard, c'est la droite qui deviendra le coupable, cette fois de refuser tout «désistement républicain, accord technique ou simple retrait» en Paca et Nord-Pas-de-Calais-Picardie: «L'Histoire sera sévère pour ceux qui dans le moment traversé par la France disent plutôt l'extrême droite que la gauche», estime même le premier secrétaire du Parti socialiste.

3. L'autocongratulation déplacée

«Le total droite, entre 30 et 32%, le FN, entre 28 et 30%, (...) le total gauche laisse espérer de nombreuses victoires, et nous nous félicitons des appels au rassemblement. La gauche quand elle est unie est la première force du pays.»

Pour effacer sa défaite, le PS préfère regarder le total des voix de gauche plutôt que son propre score. «"Total gauche" is the new "on a gagné"», résume sur Twitter François Xavier Bourmaud, reporter au service politique du Figaro. La consigne semblait avoir été passée environ une heure avant le début des résultats, comme le notait la journaliste Laure Bretton de Libération. Mais se réjouir du total de la gauche peut paraître un peu présomptueux, alors même que ce total est historiquement bas, comme le notait sur Mediapart le chercheur en sciences-politiques Fabien Escalona. «Le discours de Camba est lunaire», juge le politologue Joël Gombin. «Parler de total gauche est bien illusoire», estime Nicolas Lebourg, qui montre qu'après le front républicain

aux élections municipales à Perpignan, le FN n'a pas décliné, et s'est maintenu. Masquer la défaite par les chiffres ou par des alliances ne change rien au fond du problème...

Ce regain d'intérêt du PS pour les partis à sa gauche paraît par ailleurs opportuniste et peu sincère, alors que le gouvernement et le président n'en ont jamais, depuis la gauche plurielle, parus aussi éloignés. Parce qu'ils ont reculé sur de nombreux points en matière d'écologie (les portiques écotaxes, la taxe sur le diesel, Fessenheim, l'indemnité kilométrique pour le vélo rendue facultative) mais aussi entre autres parce qu'ils ont couru après les idées du FN en adoptant la déchéance de nationalité, ou ont fait la guerre comme aucun président avant Hollande ne l'avait faite. Autre symbole, dans son bureau de vote, le Premier ministre Manuel Valls avait pris avec lui un bulletin Pécresse, mais pas Front de gauche.

«C'est la magie du "total gauche", expression martelée dimanche soir par l'ensemble des responsables socialistes. À les écouter, c'est même comme s'ils avaient remporté haut la main le premier tour. Peu importe aussi qu'ils soient restés sourds depuis à tous les appels du pied de François Hollande pour réintégrer la majorité. Peu importe toujours les critiques acerbes et récurrentes de Jean-Luc Mélenchon contre le chef de l'État. Peu importe enfin que François Hollande, Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis aient été incapables de réaliser cette union de la gauche avant le premier tour», écrit François Xavier Bourmaud.

4. Le sacrifice qui ne sait pas se faire discret

«La gauche est donc le dernier rempart de la France républicaine contre l'extrême-droite xénophobe. (...) Pendant cinq ans, les socialistes ne siègeront pas dans ces régions. Nous mesurons la tristesse de nos militants, et de nos élus, qui ont vaillamment fait campagne, celle des citoyens, qui leur ont apporté aujourd'hui encore leurs suffrages. Ils rentrent en résistance. Ce sacrifice pour notre idéal démocratique ne sera pas vain. Il démontre que les socialistes savent être au rendez-vous de la République, quels qu'en soient les circonstances. Il démontre notre attachement à une certaine idée de la France. Nul doute que l'exemple de la rectitude dans la conviction mobilisera la gauche et les écologistes.»

Jean-Christophe Cambadélis, qui ne s'inquiétait

pas tant que ça auparavant de la montée du FN, était plutôt opposé il y a quelques mois à l'idée d'un Front républicain. «Les déclarations extrémistes de Christian Estrosi et de Xavier Bertrand sur les réfugiés empêchent désormais le Front républicain», avait-il même déclaré à Libération, comme nous le faisons remarquer. Plus tard, le premier secrétaire de parti avait qualifié de suicide l'idée d'une fusion droite-gauche. Tactique à l'époque pour éviter d'accréditer l'idée d'une «UMPS»? Changement d'opinion?

Peu importe, et après tout, seuls les idiots qui ne changent pas d'avis, alors pourquoi pas. Mais après ces déclarations, on aurait peut-être en revanche attendu du secrétaire du PS qu'il adopte un profil plus discret, et jette un peu moins de fleurs à son parti, devenu soudainement héroïque depuis que le vent a changé, et que l'heure est au sacrifice.

Aude Lorriaux



V) Montée du FN : Edouard Martin invite Valls à "se regarder dans la glace"

par Rédaction de France Info



Edouard Martin intervenait ce matin sur France Info © MAXPPP

Intervenant ce mardi matin sur France info, l'ex-syndicaliste devenu eurodéputé PS a confirmé qu'il soutenait dans le Grand Est le maintien de la

candidature de Jean-Pierre Masseret.

Cette polémique-là n'a pas lieu d'être. Il n'a pris personne par surprise", a d'abord déclaré Edouard Martin qui a donc confirmé ce mardi matin son soutien à Jean-Pierre Masseret, le président sortant de la région Lorraine, qui a refusé de retirer ses listes, malgré la pression du parti socialiste et de Manuel Valls. "J'imagine mal cette région-là être pendant six ans sans élu de gauche pour essayer de dénoncer ce qu'ils risquent de détricoter.

C'est suicidaire. Je ne comprends pas l'attitude de Solférino". Et il rejette les arguments éthiques : "De quelle éthique parle-t-on? Si le FN est aussi haut c'est la faute de Jean-Masseret ? Manuel Valls ferait mieux de se regarder dans une glace et de voir quelles sont les causes qui ont amplifié le vote Front national. Je n'ai pas le sentiment que les électeurs de gauche ont le sentiment qu'on mène vraiment une politique de gauche depuis quelque temps". Et il ne se fait pas d'illusions : "Même s'ils finissent par convaincre Jean-Pierre Masseret, je ne suis pas sûr que les électeurs de gauche suivront les consignes."

"De quelle éthique parle-t-on? Si le FN est aussi haut c'est la faute de Jean-Masseret? Manuel Valls ferait mieux de se regarder dans une glace" a dit Edouard Martin

par Rédaction de France Info



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) La tribune de Montebourg et Pigasse : "Hébétés, nous marchons vers le désastre..."



Arnaud Montebourg à l'Université d'été de La Rochelle de 2014 (Reuters)

L'ancien ministre Arnaud Montebourg se rappelle au bon souvenir de François Hollande et Manuel Valls. Avec le banquier d'affaires Matthieu Pigasse, il publie dans le JDD une tribune au vitriol contre la politique du gouvernement. La voici en intégralité.

"Hébétés, nous marchons droit vers le désastre. C'est la démocratie qui est cette fois menacée, car les progrès du Front national dans le pays sont aussi graves que spectaculaires et son accession possible au pouvoir est désormais dans toutes les têtes. Prenant la mesure de la gravité de la situation, peut-être serait-il nécessaire que nos dirigeants cessent de commenter ce que fait ou dit le FN ou que cesse encore cette culpabilisation inutile des électeurs dans cette "lutte" purement verbale et artificielle "contre" le Front national. Faire semblant de combattre le FN pour se donner bonne conscience n'a aucun effet. On serait, au contraire, bien avisé d'agir sur les causes réelles et profondes qui jettent des millions de Français dans ses bras : l'explosion du chômage, la hausse de la pauvreté et la montée du sentiment de vulnérabilité dans presque toutes les couches de la société française.

L'absence de croissance est désormais considérée par les Français comme un sous-produit politique – dont ils sont les victimes directes – de cette austérité idéologique et fiscale sans précédent décrétée par l'Union européenne et docilement exécutée par le gouvernement actuel de notre pays. Les pertes de pouvoir d'achat pour les classes moyennes, par hausse des prélèvements sur les ménages, sont considérables (1.650 euros en moyenne par foyer en trois ans selon l'OFCE). Il suffit d'écouter les témoignages des Français aux revenus modestes : ici, des familles ouvrières contraintes de limiter encore leurs dépenses pour faire face à leurs impôts augmentés ; là, un petit

retraité devenu imposable incapable de retenir ses larmes devant le fonctionnaire de la trésorerie ne pouvant lui accorder assez de délai.

Ceux qui nient l'existence de l'austérité en prétendant que les salaires n'ont pas baissé (heureusement!) doivent ouvrir les yeux sur les pertes réelles et sérieuses de revenus pour les Français moyens : cette politique répand la colère, le dépit, la violence chez des millions de nos concitoyens qui s'estiment bernés, trahis et abandonnés. Cette situation explique aussi pourquoi l'économie française ne repart pas, plus de sept ans après la faillite de Lehman Brothers, alors que les économies du monde entier ont redémarré fortement depuis déjà deux ans. On comprend aussi pourquoi les faillites d'entreprises en France (plus de 60.000 par an) ne diminuent toujours pas. La montée exponentielle du chômage qui en résulte – plus de 600.000 chômeurs de plus en trois ans! – est directement corrélée à la montée exponentielle du Front national (+10 points). L'absurde conformisme bruxellois de la politique économique de la France actuelle est devenue une gigantesque fabrique à suffrages du Front national.



Arnaud Montebourg et Matthieu Pigasse (Abaca Press et Bernard Bisson pour le JDD)

Ainsi, le conformisme politique est désormais devenu le principal adversaire du renouveau économique du pays. C'est lui qui nous paralyse et chaque mois qui passe le rend plus insupportable. Au fil des alternances, les Français votent en conscience pour la "rupture" ou le "changement" mais s'aperçoivent que la politique économique – donc européenne – qui s'ensuit est toujours la même.

Tout président élu commence par aller faire ses génuflexions à Berlin puis à Bruxelles, enterrant en 72 heures ses engagements de campagne. Et voici des années que cette comédie de l'impuissance publique dure, pour bientôt finir par englober la démocratie dans notre pays.

Pour éviter le désastre de nouvelles progressions du Front national, il est indispensable d'agir sur ses causes. Agir, cela veut dire lui retirer des arguments qui font de lui une utilité pour des Français – y compris de gauche – qui se tournent vers lui pour obtenir le changement qu'ils désespèrent d'obtenir des alternances successives. Agir, cela veut dire ne pas faire payer la facture des déficits publics créés par les errements de la finance privée dans la crise, par les classes moyennes. Cela veut dire se battre pour la croissance en interrompant les politiques absurdes, inefficaces et anti-économiques de Bruxelles, et rendre sous forme de baisses d'impôts ce qui a été lourdement prélevé sur les ménages (plusieurs dizaines de milliards d'euros). Cela veut dire ne plus se laisser faire par Berlin et Bruxelles et changer la politique économique nationale et européenne.

Ce sont là des propositions de bon sens qui ont été portées par de nombreux économistes dont plusieurs Prix Nobel d'économie et soutenues par les plus grandes institutions économiques mondiales, comme le FMI et l'OCDE, certains des plus grands gouvernements du monde comme le gouvernement américain, contre l'avis des forcenés du même dogme. Tous ces observateurs et acteurs – dont nous sommes – qui se sont battus pour cette politique alternative, là où ils étaient, attendaient le réveil de la France. Nous l'attendons toujours.

Est-il encore possible de sauver ce quinquennat et de le rendre enfin utile à notre pays? Est-il encore possible d'éviter le désastre politique et moral pour cette gauche de gouvernement qui semble avoir abandonné la France? Oui, nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour encore agir et engager enfin une politique différente et innovante. Il suffirait que nos dirigeants ouvrent leurs yeux sur le précipice qu'ils ont ouvert sous nos pieds (et les leurs). Éluë pour faire baisser massivement le chômage, la gauche de gouvernement a rallié en deux mois de pouvoir les exigences destructrices de l'austérité, lesquelles ont fait... augmenter massivement le chômage.

Il faut refuser de se contenter d'attendre que la croissance revienne, comme s'il s'agissait d'un phénomène météorologique ou du cycle des saisons. Il faut refuser de se féliciter quand est annoncée, pour 2015, une progression du PIB de 1% environ, après trois années de croissance zéro. Ce n'est pas suffisant pour faire baisser le chômage et c'est surtout un "effet d'aubaine",

engendré par trois facteurs indépendants de la volonté du gouvernement : la chute du prix du pétrole, la baisse de l'euro par rapport au dollar, la faiblesse historique des taux d'intérêts, trois phénomènes par ailleurs non durables.

Nous proposons de construire, dans le peu de temps qui reste, une coalition des pays européens favorables à une stratégie européenne de baisse d'impôts en faveur des ménages dans tous les pays, acceptant que les déficits soient résorbés par la croissance mais non pas par l'austérité, laquelle empêche précisément de réduire les déficits.

La difficulté n'exclut pas le courage. Il existe une fierté d'être français, une volonté de réussir ensemble. Notre peuple est beaucoup plus conscient des difficultés que ne le pensent ses dirigeants. Il est prêt à faire des sacrifices mais il lui faut un dessein collectif, partager un projet ambitieux, retrouver une part de rêves et toujours chercher à les réaliser. Il est prêt à entendre la vérité et à faire mouvement. Il l'a réclamé. Il est las de s'être menti à lui-même, à travers ses représentants qu'il a désignés.

Chacun a bien compris qu'il est désormais impensable qu'il se laisse prendre en otage par des professionnels des appareils politiques et que rien d'innovant, rien de différent de la sempiternelle répétition de la même erreur, ne se produise dans une grande nation politique comme la nôtre. Les Français, qui composent un grand peuple, ne l'accepteront pas, et c'est déjà sur cette base-là qu'ils chercheront à se rassembler et à surprendre comme ils savent si bien le faire."

Par Arnaud Montebourg et Matthieu Pigasse - Le Journal du
Dimanche

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue